

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

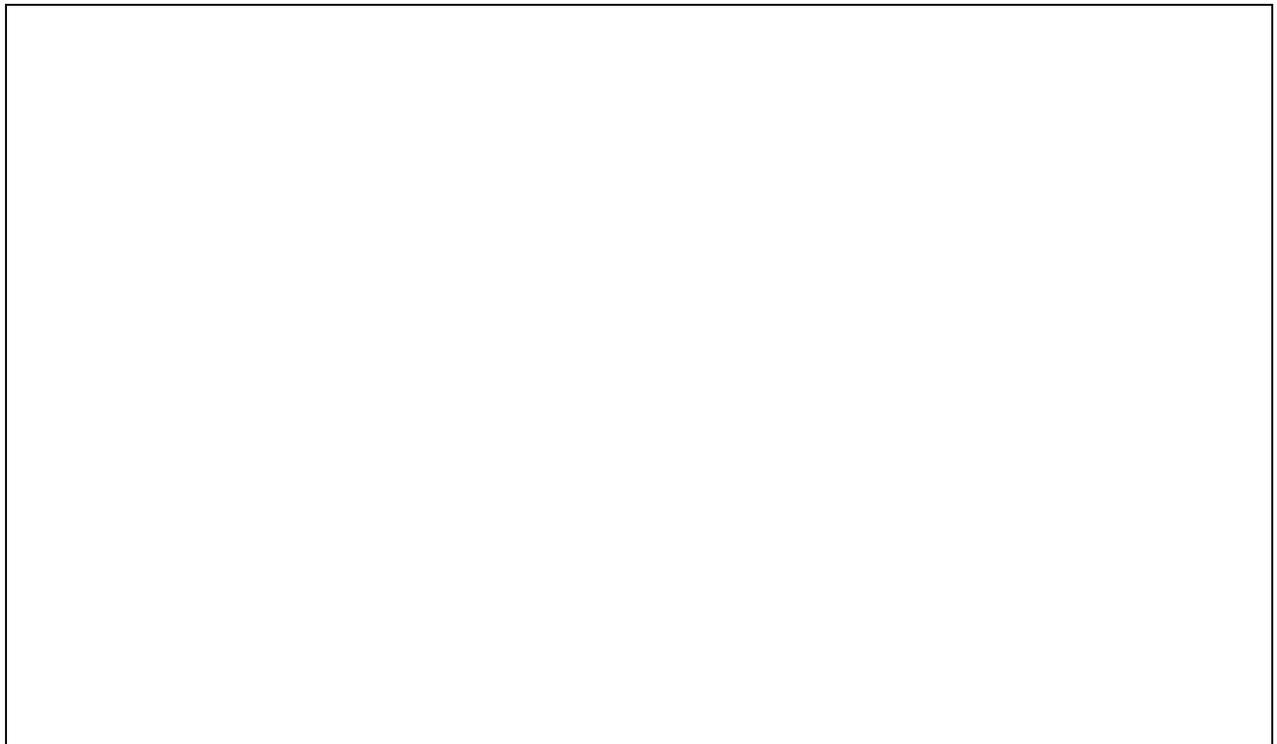
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 20 décembre 2015

N° 418

PRIX : 0,60 Euro



UN MONDE D'EXPLOITATION ET DE MISÈRE

AUQUEL LES TRAVAILLEURS DEVRONT METTRE FIN

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Un monde d'exploitation et de misère auquel les travailleurs devront mettre fin

Page 3

Côte d'Ivoire : Grève à la Sotra : c'est une question de rapport de forces

Page 5

Madagascar : Les trusts miniers ralentissent la production et jettent des travailleurs à la rue

Page 7

Ethiopie : Le gouvernement réprime des manifestations

Page 8

Elections en France : Contre le FN, l'alliance droite-PS... il faut que s'affirme le camp des travailleurs

Page 9

USA : Il y a 60 ans, la lutte des Noirs contre la ségrégation raciale éclata au grand jour

Page 10

Foyer Marc Seguin : Des travailleurs raflés

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet:
www.uatci.org

UN MONDE D'EXPLOITATION ET DE MISÈRE AUQUEL LES TRAVAILLEURS DEVRONT METTRE FIN

En l'espace de quelques années, l'Afrique est devenue, pour l'industrie de luxe « le nouvel eldorado ». L'évolution actuelle de ce secteur en Afrique sub-saharienne est comparée à celle de la Chine de la fin des années 1980. Dans la plupart des capitales africaines, les enseignes du luxe se multiplient et rivalisent de publicité tapageuse pour attirer une clientèle certes pas nombreuse mais assez fortunée pour faire marcher ce commerce de luxe.

Et en cette période de fête de fin d'année on assiste à une véritable ruée vers les magasins de luxe. La classe des riches a de moins en moins besoin d'aller à Paris, à Londres ou dans d'autres capitales européennes pour faire ses emplettes car le commerce de luxe est venu s'installer sur place.

Derrière l'Afrique du Sud, le Botswana, le Nigéria et l'Angola figurent parmi les premiers de la liste en matière de consommation de produits de luxe grâce à l'enrichissement d'une minorité de parasites locaux autour de la production de diamant et du pétrole. Mais d'autres capitales économiques telles que Abidjan, Douala, Kinshasa, Brazzaville, Antananarivo, Malabo, Porto-Novo, etc., ne sont pas en reste.

D'après le magazine américain Forbes, sur plus de 1800 milliardaires (en dollars) recensés dans le monde en 2015, 29 seraient africains. Le nombre de très riches en Afrique est en progression. Rien qu'en Afrique francophone subsaharienne, 24 personnes sont créditées de plus de 200 millions de dollars. Et Madagascar, « pays le plus pauvre du monde » selon un récent rapport de la Banque mondiale, détient quatre familles parmi ces grosses fortunes.

Mais en même temps qu'on assiste à une accumulation de fortune entre les mains d'une petite minorité, une partie de plus en plus importante de la population africaine sombre dans une misère grandissante. Selon les chiffres publiés par les organismes liés à l'ONU ou à la Banque mondiale, près d'un milliard d'individus sur cette terre vivent avec moins de 1,90 dollar par jour (c'est le seuil qu'ils fixent arbitrairement pour qualifier cette population comme étant en situation « d'extrême pauvreté »). Dans les pays de l'Afrique subsaharienne, le nombre de personnes vivant en dessous de ce seuil est passé de 288 millions en 1990 à 389 millions en 2012. Trois ans après, cette situation n'a pas cessé de s'aggraver.

Les guerres, les conflits interethniques, la sécheresse, la dévastation des forêts et la dégradation des sols ne sont pas les seuls responsables de la montée de cette misère et de l'insécurité alimentaire. Le premier responsable c'est le système capitaliste sinon comment expliquer que même ceux qui ont du travail salarié plus ou moins régulier, sombrent à vue d'œil dans une misère de plus en plus grande ? C'est à cause de l'exploitation

féroce qu'ils subissent dans les entreprises, dans les chantiers, dans l'agro-industrie que les travailleurs, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui produisent les richesses, se trouvent dans l'incapacité de nourrir correctement leurs familles, de loger, soigner et éduquer leurs enfants.

C'est la même situation que vivent les petits paysans qui triment du matin au soir pour cultiver leurs petits lopins de terre et qui ne tirent presque rien de leur production agricole, de rente comme l'arachide, le coton, le café, l'hévéa ou le cacao car ils dépendent des fluctuations de prix de ces produits de

spéculation mondiale. Sans compter que même lorsque les prix sont quelques fois en hausse sur le marché mondial, ceux qui en profitent le plus ce sont les intermédiaires et les margoulines qui collectent ces produits auprès des petits paysans.

La seule manière d'enrayer cette misère c'est de mettre fin à ce système capitaliste. Les travailleurs, s'ils prennent conscience du rôle qu'ils ont à jouer et s'ils sont organisés, peuvent mettre fin à l'exploitation capitaliste et organiser l'économie autrement que dans le seul but de faire le maximum de profits en faveur d'une minorité de parasites et d'exploiteurs.

CÔTE D'IVOIRE

GRÈVE À LA SOTRA : C'EST UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCES !

Les chauffeurs de la Sotra (transport public) s'étaient mis en grève le 7 décembre. Ils n'avaient déposé ni un préavis de grève, ni même informé préalablement les grands dirigeants des syndicats de peur d'être sabotés par ceux-là qui sont plus avec les patrons qu'avec eux les travailleurs.

Lors des mouvements précédents, la direction de la Sotra licenciat les grévistes en disant que les procédures n'étaient pas respectées et que le mouvement était illégal. Cette fois cette direction a changé d'attitude car elle a bien vu que les chauffeurs étaient résolus. A peine quelques heures après le déclenchement de la grève, elle reçoit la délégation des grévistes.

Ces travailleurs sont surexploités et font le travail de deux personnes : celui du chauffeur et du receveur dont le poste a été supprimé. Tout le monde peut d'ailleurs voir comment le travail du machiniste de bus est pénible. Ils cuisent dans la chaleur et respirent le mauvais air à longueur de journées. De plus, ils commencent la journée tôt le matin et la terminent tard la nuit. Avec leur maigre revenu, aucun d'entre eux ne peut prétendre habiter Cocody, si ce n'est dans ses bidonvilles. Comme tous les travailleurs du rang qui habitent les bas quartiers, Ils subissent l'insécurité ambiante. C'est d'ailleurs les agressions répétées des bandits contre ces travailleurs qui ont été l'étincelle qui a déclenché

la grève. Ce sont ces travailleurs-là que la direction de la Sotra a accepté de recevoir parce qu'elle a bien vu qu'ils ne reculeraient pas comme les fois précédentes.

Sur place, leur employeur a accepté de payer les 8% d'augmentation, avec effet rétroactif depuis le mois de janvier 2015. Ils ont aussi eu gain de cause pour une gratification à hauteur de 150% du salaire net.

Quant à leurs autres revendications, l'embauche des stagiaires en « formation-emploi », une prime de sécurité de 50.000 Fr, une indemnité de logement de 60.000 Fr, la direction a demandé la mise en place d'un « cadre de discussion ». En clair, cela signifie qu'il leur faudra engager une autre grève bien plus puissante et surtout avec l'ensemble du personnel de la Sotra avant que la direction ne daigne s'y pencher.

Cette grève des chauffeurs montre encore une fois qu'il n'y a que le rapport de forces pour faire plier les employeurs. Ce qui a pesé en faveur des chauffeurs de bus, c'est qu'ils transportent chaque jour des milliers de travailleurs sur leurs lieux de travail. Ce qui veut dire qu'une grève de la Sotra a des conséquences immédiates pour les patrons du port, des banques et des usines, pour ne prendre que ces cas ! La direction de la Sotra, derrière elle, sans doute le gouvernement, a donc choisi de céder en partie aux revendications de ces grévistes.

D'autant plus rapidement que le gouvernement pouvait craindre une contagion vers d'autres secteurs. En effet, si cette grève durait, elle pouvait être susceptible d'entraîner les travailleurs des autres entreprises, sachant que

tous sont aussi concernés par des revendications qui ont des points communs. Une telle grève pouvait risquer de « gâter » leurs fêtes de fin d'année.

CÔTE D'IVOIRE

ILS PEUVENT SE LES GARDER, LEURS MÉDAILLES !

Depuis plusieurs jours, pas un numéro du journal gouvernemental *Fraternité Matin* n'est paru sans une publicité sur les préparatifs en cours pour la « remise de médailles » aux travailleurs qui ont effectué un certain nombre d'années dans les entreprises telles que CIE, Bolloré, GMA et Pétroci. Ce journal a ainsi dressé une liste de plusieurs centaines de travailleurs « récipiendaires ». Ce grand cirque se jouera avant la fin de l'année avec la participation active de certains membres du gouvernement.

Dans les périodes où il n'y a pas de grandes luttes, les riches considèrent les travailleurs comme des moins que rien qu'ils peuvent distraire de temps en temps avec des choses sans valeur.

Parmi ces travailleurs concernés, la très grande majorité est constituée de personnes durement exploitées depuis des dizaines d'années et qui continuent de l'être. Ceux-là habitent généralement les quartiers pauvres où règne l'insécurité. Plus qu'à leur début, ils ont

aujourd'hui des difficultés à terminer le mois. Parce qu'entretemps, la vie est devenue bien plus chère, alors que les salaires n'ont pas suivi ce mouvement. La plupart d'entre eux ont la santé minée à cause des mauvaises conditions de travail et des mauvais salaires qui ne permettent ni de bien se soigner, ni de bien se nourrir, ni de bien se loger. Sans nul doute que parmi eux, il y a aussi ceux qui sont devenus handicapés, à cause d'accidents de travail survenus au cours de leur « carrière » pendant qu'à l'autre bout, des fortunes sont bâties par les capitalistes avides de profits tels que Bolloré, Bouygues et autres Billon. .

C'est à tous ces travailleurs que le ministre de service viendra dire : « Vous êtes braves, vous méritez une médaille » ! Demain, ce sont ces mêmes bourgeois, ces mêmes ministres qui leur enverront leurs forces armées pour les réprimer, quand ils décideront de leur tenir tête pour leur signifier avec force que cette société capitaliste est injuste et barbare et qu'ils en ont marre d'engraisser les bourgeois !

AU NOM DU PÈRE, DU FILS ET ... DU POGNON !

Comme toutes les enseignes religieuses, l'Alliance biblique universelle (Abu) est peut-être un lieu où les gens en détresse et surtout en mal de repère se rendent en espérant y trouver un saint qui veut bien leur venir en aide, dans ce bas monde dominé par les rapaces capitalistes qui les exploitent et les affament !

Mais comme toutes les autres enseignes, le fonds de commerce de ceux qui se trouvent à la tête de cette entreprise capitaliste qui ne dit pas son nom, c'est la « spiritualité ». Les retombées pour ses détenteurs sont bien plus matérielles, et tant qu'à faire, plutôt sonnantes !

C'est ainsi que le journal *Fraternité-Matin* nous apprend que les dirigeants de cette

secte viennent de constater un trou de plusieurs dizaines de millions dans leur compte. Un trou qu'auraient creusé le Directeur et son gestionnaire qui ont été du coup « licenciés ». Comme la vérité n'est pas toujours bonne à dire, le journal a préféré taire si ces deux dirigeants étaient eux-mêmes des pasteurs. Ce qui est fort possible.

Toujours est-il que l'Alliance biblique universelle, qui tire également ses bénéfices de la vente de bibles, ne peut plus en commander aux USA, faute de trésorerie suffisante dans ses comptes. Du coup, ses dirigeants dénoncent des « contrebandiers » qui auraient récupéré ce créneau à leur détriment. Manifestement, l'eau

bénite et la prière, à elles seules, ne suffisent pas à remplir leur ventre et leurs coffres !

CÔTE D'IVOIRE

LES TRAVAILLEURS DE LA PLANTATION D'HÉVÉA DE PAKIDIE SONT EN LUTTE



Préparation de la saignée de l'hévéa

Les travailleurs de la plantation d'Hévéa de Pakidié (dans la localité de Dabou) sont en lutte depuis plusieurs semaines pour exiger une augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail ainsi que des logements décents. Jusqu'à présent, le patron refuse d'accéder à leurs revendications et emploie la force pour démoraliser les travailleurs, mais ceux-ci ne baissent pas les bras.

Au déclenchement de la grève, des négociations ont été engagées en présence des autorités. Le patron s'est engagé à augmenter les salaires, mais ce n'était qu'un accord bidon pour distraire les travailleurs. Ce patron sachant qu'il n'avait rien à craindre des autorités au service des exploiters, ne se sentait pas obligé de respecter son engagement. Il a décidé de contre-attaquer. Ainsi, les deux meneurs du mouvement ont été jetés en prison. Une trentaine d'ouvriers agricoles grévistes ont été renvoyés. Le patron a même fait appel à la gendarmerie pour sécuriser la plantation.

Malgré cette offensive violente de leur patron, les ouvriers n'ont pas baissé les bras ; ils continuent de lui tenir tête. Souhaitons qu'ils soient capables de trouver les ressources nécessaires pour élargir leur mouvement à d'autres plantations et ainsi augmenter leurs forces.

MADAGASCAR

LES TRUSTS MINIERS RALENTISSENT LA PRODUCTION ET JETTENT DES TRAVAILLEURS À LA RUE

La société exploitant le nickel et le cobalt dans la mine d'Ambatovy située entre Antananarivo et Toamasina a annoncé qu'elle se débarrasse de 338 employés mis au chômage technique depuis le mois de juin. Selon la direction de cette société, cette décision est la conséquence de la baisse du prix de ces métaux sur le marché mondial, consécutivement au ralentissement de l'économie depuis la crise de 2008. Les entreprises qui assurent des prestations ou des sous-traitances risquent également d'être touchées, selon un communiqué à la presse, de Tim Dobson, président de cette mine d'Ambatovy.

Entre l'extraction du minerai et sa transformation en « galets » commercialisables,

le nombre de travailleurs avoisine le chiffre de 9000. Le trust Sheritt International qui exploite cette mine depuis de nombreuses années et qui a réalisé d'énormes profits engloutis dans les portefeuilles des actionnaires, prend aujourd'hui prétexte de la conjoncture défavorable, pour réduire ses coûts. En jetant les travailleurs à la rue, cette compagnie les condamne à la misère car dans ce pays pauvre la plupart d'entre eux n'ont aucune chance de retrouver un emploi.

Il est possible que les dividendes versés à l'Etat malgache par cette firme soient revus à la baisse, ce qui se traduira par des dégradations des services publics utiles à la population. Mais les dirigeants se taisent sur cette question pour ne pas nuire à « l'attractivité » du pays.

Une autre société minière en l'occurrence QMM SA, filiale du Trust Rio Tinto, est menacée de dissolution par ce dernier. Cette société basée à Tolagnaro (Fort Dauphin) dans l'extrême sud-est du pays tire l'ilménite et d'autres minerais très recherchés, à partir du sable des dunes côtières. Environ 1500 personnes (en comptant les emplois induits), sont menacées de leur gagne pain si QMM déclare faillite. Pour éviter cela, c'est l'Etat malgache qui aurait accepté de renoncer à percevoir ses dividendes en attendant que la reprise économique mondiale se fasse et que les profits de Rio Tinto, ce géant mondial du secteur minier, reprennent.

Les terres dont QMM s'est accaparées, appartenaient à des petits paysans qui y

plantaient du manioc, des patates douces, des ananas, voire du riz. Ils sont en conflit foncier avec cette société qui refuse de les dédommager sous prétexte que ces terrains n'étaient pas bornés ou que leurs propriétaires n'avaient pas de « titres ». Le service des « domaines » mis en place par les autorités pour régler les litiges, laisse traîner la situation et mise sur la lassitude de ces personnes souvent pauvres.

Quant aux travailleurs et aux techniciens, il leur est demandé de faire beaucoup d'heures supplémentaires pour pallier les effectifs en diminution ces derniers mois. La colère est là mais la plupart d'entre eux l'intériorisent de peur de perdre leur emploi en cette période d'incertitude et de veille de fêtes.

MADAGASCAR

L'INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES UNE AUBAINE POUR RACKETTER LES PETITES GENS

Depuis environ deux mois, le gouvernement a interdit l'utilisation de petits sachets plastiques sur l'ensemble du territoire. Cette décision a été prise pour soi-disant lutter contre la pollution mais ce n'est qu'un prétexte de plus pour racketter la population pauvre qui se ravitaille dans le petit commerce et dans les marchés locaux.

Toute personne ayant sur elle un seul petit sachet, si elle est contrôlée par la police locale est contrainte de payer sur le champ une amende de 3000 à 4000 Ariary (un euro = 3529 Ariary), soit environ le salaire journalier d'un manoeuvre. Ceux qui n'ont pas les moyens de s'acquitter de cette amende sont embarqués par la police jusqu'à ce que leurs familles viennent payer pour les libérer. Pour le petit commerçant, la sanction peut aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.

Aucune solution de rechange n'a été proposée par l'Etat pour remplacer ces sachets.

Les gens qui n'ont pas d'autres moyens de transporter leurs petites marchandises sont obligés de se débrouiller comme ils peuvent. Certains emportent leurs poissons attachés à une ficelle, leur petite quantité de riz dans leur poche ou en formant un nœud sur leur habit. Parfois ce sont les gros sacs de riz de 50 kilos qui sont transformés en petits sacs ; encore faut-il les payer. Bref, c'est un véritable casse-tête pour les petites gens.

Les premiers qui s'en frottent les mains sont les policiers qui s'en mettent plein les poches en rackettant à tour de bras à chaque coin de rue. Pour ceux qui dirigent le pays c'est aussi un prétexte de plus pour remplir les caisses de l'Etat et pour pouvoir les détourner à leur propre compte. Quant à la lutte contre la pollution, il faut être vraiment naïf pour croire aux paroles de ces dirigeants parmi les plus corrompus du monde !

ÉTHIOPIE

**LE GOUVERNEMENT RÉPRIME
DES MANIFESTATIONS**

L'Éthiopie est une République fédérale composée de huit régions autonomes, chacune avec son propre président. L'Oromia est la plus peuplée de ces régions. Les autorités de cet État sont en constant conflit avec le gouvernement d'Addis-Abeba. Elles considèrent que le pouvoir central décide de tout sans leur demander leur avis. Et la contestation dans cet État existe depuis des décennies. Il y a une organisation d'opposition, dans la clandestinité, qui agit dans le milieu intellectuel petit bourgeois mais a peu d'influence parmi les paysans formant la majorité de la population.

Depuis quelques années, dans toutes les régions, l'État central a procédé à la vente de centaines de milliers d'hectares de terre fertile agricole à des financiers capitalistes internationaux en chassant les paysans. Ces terres sont vendues avec de vagues promesses d'embauche qui se sont avérées par la suite complètement trompeuses.

Récemment, les autorités éthiopiennes ont dû faire face au mécontentement de la population de l'Oromia, proche d'Addis-Abeba, la capitale. Celle-ci n'est pas contente de la décision du gouvernement central qui pour agrandir la ville, a lancé son nouveau projet appelé « Master Plan ». Il veut profiter de cette occasion pour s'accaparer des terres agricoles. Les paysans ne veulent pas être délogés de leur terre. C'est leur gagne-pain. Ce programme a déclenché des mouvements de protestation. Rejoints par les populations de villes environnantes, les paysans ont manifesté pour s'y opposer. Pour toute réponse, les autorités ont envoyé la police et l'armée pour les réprimer. Il y a eu plus de 70 morts, selon le chiffre officiel. Il faut croire que ce chiffre est loin de la réalité.

Loin de calmer le conflit, cela a entraîné le soutien des étudiants d'Addis-Abeba au mouvement. Il faut dire que la majorité des jeunes sont chômeurs. Les jeunes diplômés restent chez eux sans travail, à la charge de leurs parents. Ils voient les villes s'agrandir avec l'embellissement des rues et des immeubles qui se construisent, des boutiques modernes pleines de marchandises qui brillent mais qu'ils ne peuvent pas acheter. Certes les plus fûtés survivent avec des petits boulots quand ils en ont l'occasion. Dans tous les cas il y a tous les ingrédients pour manifester sa colère.

Là encore la police a bastonné les jeunes et fermé l'université pendant un certain temps. Dans les grandes villes de l'Oromia comme Jimma, Wolliso et Ambo, les populations et les étudiants ont soutenu aussi les manifestations de paysans. Et dans la situation actuelle ce ne sont pas seulement les pauvres qui sont touchés mais aussi les paysans plus aisés. Là aussi l'armée et la police sont intervenues pour réprimer.

Il s'avère que dans les manifestations ce sont des drapeaux régionalistes qui sont mis en avant avec des mots d'ordre réclamant plus d'autonomie.

L'État en place répond à ce mécontentement par la répression. D'autant plus durement que la clique actuelle au pouvoir veut s'y maintenir. Il n'y a aucune liberté d'expression ni d'organisation. Seuls sont permis les journaux muselés, les partis et les syndicats qui ne contestent pas le pouvoir. Comme la classe ouvrière est importante et non négligeable dans ce pays, il faut espérer que dans l'avenir elle aura son mot à dire.

'==''==
'==''==''=='
'==''==''==''=='
-==--==--==--==--

ÉLECTIONS RÉGIONALES EN FRANCE

Concernant les élections régionales en France, nous publions ci-après l'éditorial du journal « Lutte Ouvrière » du 14 décembre 2015.

CONTRE LE FN, L'ALLIANCE DROITE-PS AUX ORDRES DU PATRONAT, IL FAUT QUE S'AFFIRME LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Bien qu'en situation de l'emporter dans trois régions, le Front national n'en a conquis aucune. Avec une participation en hausse, il y a eu, à l'échelle de tout le pays, un réflexe de rejet du FN.

Parmi ceux qui craignaient que le FN prenne une région, c'est donc un soulagement, mais un soulagement qui risque d'être de courte durée.

Il faudrait être naïf pour croire que la victoire d'Estrosi en Paca ou celle de Bertrand dans le Nord protège les habitants de ces régions des idées crasses du FN. Et si le FN ne l'a pas emporté au second tour, il atteint des scores très élevés, augmentant même ses voix entre les deux tours.

La montée du FN pèsera sur la vie politique et sociale. D'autant plus que la droite comme le PS en amplifieront la pression, engagés qu'ils sont dans la compétition pour regagner l'électorat du FN, en reprenant son discours sécuritaire et réactionnaire.

Le PS se félicite d'avoir fait barrage au FN en ayant retiré ses listes en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur et appelé à voter pour la droite, y compris dans le Grand Est où le notable socialiste avait, contre les consignes du PS, refusé de se faire harakiri. Et, tout cela, au nom de la défense des valeurs de la République.

Elle est belle, leur République, qui ne laisse à l'électorat que le choix entre la droite et l'extrême droite, c'est-à-dire entre pire et pire encore ! Elle est belle, leur démocratie où le summum du courage politique est d'abdiquer et de renier ses idées !

Même la direction du PC s'est couchée devant les hommes de droite. Pendant des années, elle a expliqué qu'il fallait à tout prix « battre la droite ». En 2012, pour battre Sarkozy, elle a appelé à voter Hollande au second tour de la présidentielle. Et voilà qu'elle

vient de contribuer à faire élire un Estrosi et un Bertrand, deux hommes de droite parmi les plus détestables !

Et faut-il rappeler que la gauche gouvernementale avait déjà appelé à voter Chirac en 2002 pour « faire barrage » à Le Pen, qui n'avait pourtant, à l'époque, aucune chance d'être élu ?

De trahison en abdication, la gauche a fini par déboussoler et écœurer son propre électorat. Une majorité de cet électorat populaire a pris l'habitude de se réfugier dans l'abstention. Mais une minorité croissante a remplacé ses illusions dans les partis de gauche par celle, plus grave, dans le FN.

Le FN se pose en alternative alors qu'il n'a rien d'autre à vendre, comme programme politique, que son chauvinisme, sa haine de l'étranger et ses préjugés racistes. Pour le reste, il aspire, comme les autres, à gouverner pour le compte du grand patronat et des banquiers. Car malgré ses slogans démagogiques en direction des travailleurs, il est d'abord et avant tout un défenseur de l'ordre bourgeois.

Un des pires poisons que la gauche gouvernementale a distillés depuis des décennies parmi le monde du travail, c'est l'espoir que les travailleurs peuvent changer leur vie en votant bien. Là est la tromperie fondamentale. Leur sort ne dépend pas des pantins que les exploités ont le droit d'élire et qui s'agitent sur le devant de la scène politique. Il dépend du pouvoir de la grande bourgeoisie, de ceux qui détiennent le capital et dominant la vie économique.

Les partis qui ne combattent pas cet ordre social, le pouvoir du grand patronat et de la finance, ne peuvent que trahir les promesses qu'ils font aux classes populaires. C'est ainsi de tout temps, et plus encore en cette période de crise de l'économie capitaliste où cette minorité ne peut prospérer qu'en poussant encore plus les exploités dans la pauvreté.

Alors, il n'y a ni à se réjouir ni à s'attrister de cet énième épisode électoral. La force des travailleurs n'est pas dans les urnes, mais sur le terrain, dans les entreprises qu'ils font fonctionner, dans les quartiers populaires. Leur sort ne dépend pas de résultats électoraux, mais de leur capacité à se battre collectivement avec leurs armes de classe, les grèves et les manifestations.

Individu par individu et, même, entreprise par entreprise, les travailleurs ne font pas le poids face à la puissance du grand capital.

Tous ensemble, ils représentent une force invincible.

Mais ils ne peuvent se battre efficacement que s'ils rejettent toute illusion dans les politiciens de la bourgeoisie et s'ils savent clairement qui sont leurs ennemis, même lorsque ceux-ci se déguisent en faux amis. C'est de cette prise de conscience des travailleurs que dépend leur capacité à se défendre contre les attaques de la grande bourgeoisie et à mettre fin au règne du capital.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

IL Y A 60 ANS, LA LUTTE DES NOIRS CONTRE LA SÉGRÉGATION RACIALE ÉCLATA AU GRAND JOUR

Le 1^{er} décembre 1955, à Montgomery en Alabama (Etats-Unis), Rosa Parks, une travailleuse noire (couturière) refusa dans un bus, de céder sa place à un passager blanc. Elle fut arrêtée pour « *désordre public et violation des lois locales* » et jetée en prison, avec une amende de 15 dollars.



1^{er} décembre 1955 ; Assise dans un bus, Rosa Parks refusa de céder sa place à un Blanc

La plupart des Noirs empruntaient chaque jour les bus pour aller travailler dans les usines ou chez des Blancs riches. Mais dans ceux de Montgomery, les quatre premiers rangs étaient réservés aux Blancs. Les Noirs, qui représentaient les trois quarts des usagers, devaient s'asseoir à l'arrière ou se tenir debout. Dans son autobiographie, Rosa Parks a notamment déclaré, à propos de son arrestation : « Les gens racontent que j'ai refusé de céder mon siège parce que j'étais fatiguée, mais ce n'est pas vrai. Je n'étais pas fatiguée physiquement, ou pas plus que d'habitude à la fin d'une journée de travail. (...) Non, la seule fatigue que j'avais était celle de céder ».

Certes Rosa Parks n'était pas la première personne « de couleur » à se dresser contre la ségrégation dans les bus. D'autres Noirs l'avaient payé durement, parfois de leur vie. Mais dans le cas de Rosa Parks, l'Association afro-américaine de Montgomery pour la défense des droits des Noirs (NAACP) voulait en faire un symbole..

Un jour après cette arrestation, cinquante dirigeants de la communauté afro-américaine dont Martin Luther King, un jeune pasteur peu connu à l'époque se réunirent dans une église pour fonder le « *Montgomery Improvement Association* ». Martin Luther fut élu Président., Il y popularisa les théories de la « *non-violence* » et de la « *désobéissance civile* ». Le mouvement exigea l'application immédiate de trois revendications : 1) que les Blancs et les Noirs puissent s'asseoir où ils veulent dans l'autobus ; 2) que les chauffeurs soient plus courtois à l'égard de toutes les personnes ; 3) que des chauffeurs noirs soient engagés.

La veille du procès, 35 000 tracts étaient distribués pour inviter les Noirs à ne plus emprunter les bus le 5 décembre. Ce fut le début du boycott des bus de Montgomery qui dura 381 jours. La plupart des Noirs allaient à pied pour se rendre au travail ; d'autres prenaient des taxis conduits par des Noirs au tarif de bus.

Mais il n'y avait pas que des Noirs à faire le boycott. Des Blancs avaient rejoint le mouvement, certains par solidarité, d'autres

parce qu'ils avaient besoin du travail de leurs employés noirs.

Ce mouvement de protestation contre les lois ségrégationnistes dans les transports publics à Montgomery, local au début, embrasa par la suite les Etats-Unis dans son ensemble. Ce n'était pas seulement dans les bus que les Noirs étaient humiliés quotidiennement. Il y avait aussi des écoles pour les Blancs, des écoles pour les Noirs ; des piscines pour les uns, des piscines pour les autres ; des WC publics pour les uns, les WC publics pour les autres, etc.

L'impact de la protestation de Montgomery aux USA et son écho dans le monde étaient tels que le 13 novembre 1956, la Cour suprême décida la suppression totale des lois ségrégationnistes dans les bus. C'était la victoire.

Le combat pour la fin de l'oppression n'est pas terminé parce que avec la lutte pour l'abolition de l'esclavage puis la lutte pour leurs

droits civiques, les Noirs sont aujourd'hui, aux Etats-Unis, victimes de la répression accrue de la police, surtout contre les jeunes. Il ne fait pas bon d'être jeune, noir et pauvre. Pour les autorités, ils représentent un danger, Et pour cause ! Les autorités américaines ont peur que les dernières révoltes des jeunes sans travail qui ont ébranlé leur société ne recommencent. Alors ils font tout pour endiguer leurs révoltes futures quitte à maintenir certains dans des prisons sous prétexte de la lutte contre la drogue.

Dans toutes leurs luttes, les Noirs se battaient et se battent encore aujourd'hui, même sous un Président noir, pour leur « liberté », c'est-à-dire pour une vie meilleure.

Pour que les Noirs eux-mêmes et tous les travailleurs, qu'ils soient blancs ou noirs puissent avoir simplement une vie décente, il est indispensable de renverser la société capitaliste pour construire une nouvelle société.

FOYER MARC SEGUIN

DES TRAVAILLEURS RAFLÉS PAR LA POLICE

Le 16 décembre dernier, des policiers sont intervenus dans le foyer Marc Seguin situé dans le 18^{ème} arrondissement et ont embarqué manu militari des résidents pour les jeter dans le centre de rétention administratif de Vincennes. Certains ont été relâchés mais d'autres demeurent toujours en détention.

Depuis plusieurs mois les travailleurs immigrés de ce foyer font la grève des loyers pour obliger la direction de l'Adoma,

gestionnaire de ce foyer, à terminer la réfection du foyer, et à rouvrir le restaurant et la cafeteria car manger à l'extérieur coûte trop cher pour la bourse de la plupart des résidents.

Au lieu de satisfaire ces revendications, la direction a préféré faire appel à la police pour intimider les résidents dans le but de casser leur grève. Mais la lutte continue.

Ils ont raison de ne pas se laisser marcher sur les pieds par ce marchand de sommeil.

MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNÉE 2016 !

Le chaos dans lequel l'avidité des grandes puissances impérialistes et des dirigeants locaux plonge l'Afrique année après année est indescriptible. On va de dictatures en conflits ethniques, en passant par des seigneurs de guerre – pour ne pas dire seigneurs de guerre - déguisés en soldats de l'Islam. La misère s'étend, les populations fuient les zones de conflits et de misère.

Malgré ce constat terrible, nous communistes révolutionnaires, fondons notre

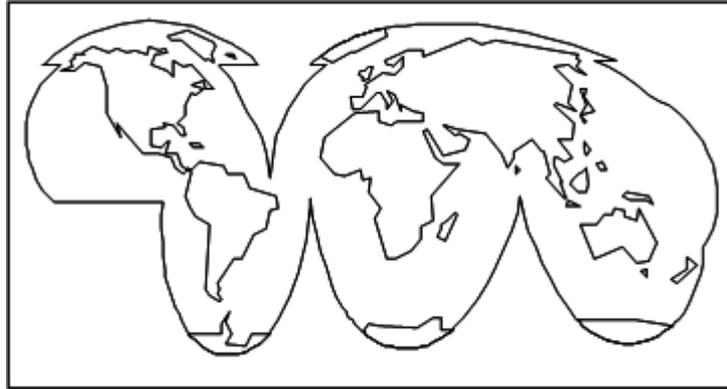
optimisme sur la capacité de la classe ouvrière africaine, du prolétariat des grandes métropoles, des prolétaires agricoles de tout le continent, à se dresser par delà les frontières et même les continents pour en finir avec cette société capitaliste et son cortège de fléaux !

En cette année 2016, nous formulons aussi les vœux que des jeunes issus des lycées et des universités, se joignent à ce combat en mettant leur enthousiasme et leur savoir au

service de la classe ouvrière, seule force capable de renverser le capitalisme. Il est indispensable que les travailleurs d'Afrique soient organisés dans un parti de lutte pour une société communiste.

Que ce vœu se réalise, même dans une infime mesure, et l'année 2016 sera une bonne année !

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !